

libéral/ libéralisme

— **Libéral** *adj.* Du latin *liberalis*, « qui concerne la liberté », « propre à une personne libre ». **Libéralisme** *n. m.* Formé à partir de « libéral ». • **Philosophie.** Conception qui accorde la primauté à la liberté de l'individu, doté de droits inaliénables. L'État doit établir et préserver ces droits et libertés. • **Théorie économique.** Doctrine liée au libéralisme philosophique selon laquelle l'économie doit être fondée sur l'initiative individuelle et la libre concurrence, qui ne doivent donc pas être entravées par l'État ou les institutions sociales.

Libéralisme, droits de l'homme, démocratie

Si *libéral* apparaît au XVIII^e siècle et *libéralisme* au XIX^e, on s'accorde à dater la fondation de ce courant de pensée au XVII^e siècle. Il est une affirmation de la primauté absolue de la liberté* de l'individu* face à l'absolutisme du souverain* et à l'emprise de la religion*. Ce parti pris est fondé philosophiquement par Locke* : dans « l'état de nature* », les hommes sont libres ; c'est donc une loi naturelle qui attribue à l'homme des droits* imprescriptibles : **droits à la vie, à la liberté, à la propriété***. Celle-ci est d'abord le rapport que chaque individu entretient avec lui-même (« chacun possède la propriété de sa propre personne ; sur celle-ci, nul n'a de droit que lui-même »). Elle s'étend aux biens que lui procure son travail. Le pouvoir politique a pour vocation essentielle d'établir (pouvoir législatif) et de préserver (pouvoir exécutif, subordonné au précédent) ces droits* naturels. S'il ne le fait pas, l'individu a le droit de désobéir. Ces thèses du libéralisme politique sont développées au XVIII^e siècle par Voltaire* et Montesquieu*, qui, dans *De l'esprit des lois*, expose le principe de la **séparation des pouvoirs***, fondement de toute république* jusqu'à nos jours. Les idées libérales imprègnent la pensée de philosophes des Lumières* tels Hume* ou Kant*.

La **conception de 1789 des droits de l'homme**, selon laquelle les hommes sont « libres et égaux en droits », **est un compromis entre les idées libérales et celles de Rousseau***, accepté par les libéraux français tels La Fayette (1757-1834), l'abbé Sieyès (1748-1836) et Condorcet*, mais rejeté par l'Anglais Burke*. Le libéralisme valorise les droits formels (« droits de... », affirmant la liberté individuelle) mais voit dans les droits créances (« droits à... », par exemple au travail, au logement, à la santé...) non seulement des promesses qu'on n'est pas en mesure de tenir, mais, puisque la puissance publique est la garante de ces droits, un empiètement de celle-ci préjudiciable pour l'individu. **Le libéralisme combat l'absolutisme de tout souverain, y compris si celui-ci est le peuple*** — d'où son opposition à la démocratie* entendue comme le gouvernement du peuple, illustrée notamment par Benjamin Constant*. Analysant la démocratie telle qu'elle s'exerce aux États-Unis, Tocqueville* juge que celle-ci est caractérisée par « une passion pour l'égalité* » qui

peut conduire à sacrifier la liberté si telle est la condition pour l'assouvir. De nos jours, le mot démocratie s'entend spontanément dans son acception libérale comme synonyme de république (État de droit, séparation des pouvoirs, pluralisme*, liberté de la presse...). C'est cette conception de la démocratie que défendent les philosophes libéraux des ^{xx}e et ^{xxi}e siècles tels que Raymond Aron*, Karl Popper* ou Marcel Gauchet*.

Libéralisme économique, néolibéralisme

Historiquement, **le libéralisme économique est l'application à l'économie des principes du libéralisme philosophique**. Ce sont d'abord des arguments philosophiques et moraux qu'emploient ses fondateurs : Montesquieu plaide en faveur du commerce, parce que « son effet naturel est de porter à la paix » ; Condillac* parce qu'il permet des « mœurs simples » excluant le luxe et la misère. Pour Adam Smith*, qui associe valeur* et travail*, la richesse morale individuelle et la « richesse des nations » vont de pair : le marché oblige les individus agissant pour leur intérêt personnel à tenir compte des autres et favorise ainsi l'harmonie sociale. L'utilitarisme* de Jeremy Bentham* et de John Stuart Mill* attribuent à la recherche du bonheur* cette fonction régulatrice. Avec la révolution industrielle au ^{xix}e siècle, la propriété des moyens de production devient l'élément dynamique à la place de celle de la terre. L'économiste David Ricardo (1772-1823) prolonge la pensée de Smith en définissant la valeur d'une marchandise par la quantité de travail qui y est accumulée. **Le libéralisme économique accompagne le développement du capitalisme*** en avançant l'idée d'une autorégulation du marché ou encore du profit que l'enrichissement de quelques-uns pourrait procurer à la société.

Au ^{xx}e siècle, le libéralisme est confronté à d'autres modes de pensée : nationalismes*, social-démocratie, communisme*. Se développent un « libéralisme radical » ou un « libéralisme social » (à ne pas confondre avec le « social-libéralisme », qui est la conversion d'une partie de la social-démocratie au néolibéralisme). Pour John Dewey*, le libéralisme n'a d'avenir que si les libertés et les droits qu'ils proclament cessent d'être formels pour construire une « démocratie radicale » (« il est absurde

de penser que la liberté correspond à celle de l'entrepreneur d'affaires tout en ignorant l'immense assujettissement des travailleurs. »). John Rawls* critique la conception de l'*Homo œconomicus* pour fonder une « théorie de la justice ». John M. Keynes (1883-1946) donne son nom au keynésianisme, théorie économique libérale qui ne croit pas que les marchés tendent à un « équilibre général » et plaide pour des interventions de l'État dans l'économie.

Exactement à l'inverse de ce courant s'est développé le **néolibéralisme**, terme que ses partisans ne reconnaissent pas et qui regroupe plusieurs écoles : Société du Mont-Pèlerin, Écoles autrichienne et de Chicago, ordolibéralisme (qui propose d'intégrer les principes économiques de libre-échange et de libre concurrence dans la Constitution politique). Ses principaux promoteurs, Milton Friedman (1912-2006) et Friedrich Hayek*, prônent l'élargissement des libertés des entreprises pour augmenter leurs profits, éventuellement au détriment des droits sociaux, des solidarités collectives, des services publics et des prérogatives de l'État. Ce dernier doit uniquement assumer ses fonctions régaliennes au service de cette orientation économique et politique : « Je préfère un dictateur libéral plutôt qu'un gouvernement démocratique manquant de libéralisme » (Hayek). Le néolibéralisme est associé à des notions et des modes d'organisation sociale valorisés telles que la compétition, l'individualisme, le culte de la nouveauté et de la performance dans tous les domaines de la vie.

Termes voisins : démocratie libérale, individualisme, libre-échange, tolérance

Termes opposés : absolutisme, corporatisme, étatisme, socialisme, totalitarisme

☉ capitalisme, droits naturels, État, Hayek, individu, liberté, Locke, pluralisme, politique, république